



Dessin de Marianne Lartigue - trait simple

Égalité femmes - hommes dans les quartiers populaires au temps du Covid-19

synthèse de la visio-rencontre du 2 juillet 2020

Depuis le début de la crise sanitaire, des publications décrivent la situation des quartiers populaires en France pendant la pandémie, d'autres la situation des femmes face au Covid-19 [France/monde]. En revanche, peu se penchent sur la situation des femmes et de l'égalité femmes-hommes dans les quartiers en France au temps du Covid.

Face à ce constat, le 2 juillet 2020, **Villes au Carré** et **L'Être Égale** ont organisé une rencontre virtuelle sur ce thème. L'objectif était de tirer des leçons de la crise sanitaire pour faire avancer l'égalité femmes-hommes dans les quartiers prioritaires en politique de ville. Une quarantaine de personnes étaient présentes en ligne, surtout des femmes, des centres de ressources en politique de la ville, employées des collectivités ou services de l'État, des responsables associatives (comme le centre Hubertine Auclert, Le Nid, ou la Maison des Femmes), des centres sociaux, des élu-es, des étudiant-es et une membre d'un conseil citoyen de quartier. Cette initiative est soutenue par la direction régionale aux droits des femmes et à l'Égalité dans le cadre d'une mission du Contrat de Plan État-région Centre-Val de Loire, en faveur de l'égalité femmes-hommes dans la politique de la ville.



La rencontre a été animée par Cécile Dublanche [Directrice de Villes au Carré] et Claudy Vouhé [Experte égalité, L'Être Égale]. Cette synthèse présente des informations reçues avant, pendant et après la visio-rencontre. Vous pouvez consulter [la bibliographie](#) sur l'égalité, le covid-19 et les quartiers préparée par Villes au Carré ou écouter [l'enregistrement de la rencontre](#).



Premier temps : analyse des publications

L'analyse se base principalement sur des articles tirés de la presse française (nationale, régionale et locale), quelques études (elles sont encore rares début juillet) et plusieurs articles dans des espaces dédiés aux politiques de la ville. Quels sont les enjeux traités ?

Dans les publications portant sur le Covid-19 dans les quartiers, l'accent porte sur la difficulté du confinement dûe aux conditions de logement et à la concentration des métiers "de première ligne" dans la population : personnel soignant, aides à domicile, employé-es de supermarchés, livreurs ... Sont également évoqués la fracture numérique (obstacle au suivi pédagogique); l'accès à la santé (déjà compliqué en temps "normal" par de forts taux d'obésité, de diabète, de handicap ...); l'isolement (suite à la réduction des prestations associatives ou communales) des personnes âgées, handicapées, précaires, sans papiers, monoparents etc.; ou encore la mobilité pour les personnes dans des métiers non "télétravaillables", rendue plus compliquée et risquée à cause des horaires restreints. La solidarité, la résilience et la mobilisation des habitant-es interpellent : système D par défaut ou ADN populaire ? La classe sociale de la crise est clairement évoquée. L'exception banlieue n'est pas confirmée. L'égalité femmes-hommes est absente ou en filigrane des articles et études abordant l'impact du Covid-19 dans les quartiers.

Dans les premières publications dédiées à l'impact du Covid-19 sur l'égalité femmes-hommes, c'est d'abord la surmortalité des hommes qui est traitée : vulnérabilité biologique et comportements à risques (tabac, alcool). Puis, rapidement, la dimension genre est mise en avant, surtout par des tribunes et médias féministes. La brusque augmentation des violences conjugales et du cyber-harcèlement est relayée. La presse se fait l'écho de la surreprésentation féminine dans les métiers essentiels, de l'impact de la perturbation des services hospitaliers sur les droits sexuels (malgré le rallongement de deux semaines du délai d'accès à l'IVG médicamenteuse) et de la hausse du temps de travail domestique des femmes (avec ou sans télétravail). En parallèle, certains médias (et institutions) consolident les stéréotypes en s'adressant plutôt aux femmes pour la gestion familiale du confinement (tout en restant belles et minces !) et aux hommes pour imaginer "le monde d'après" (l'expertise sur les plateaux radios et TV est très masculine). Ces publications parlent des femmes et/ou du genre, certaines ont un angle "intersectionnel" : les femmes sont impactées plus et différemment des hommes, mais toutes les femmes (comme tous les hommes) ne sont pas à la même enseigne. Les quartiers populaires ne sont pas particulièrement évoqués dans les articles abordant l'impact genré de la crise sanitaire.

Peu de publications lient explicitement la crise, les femmes et les quartiers. Lorsque le lien est fait, on comprend que dans les quartiers comme ailleurs, les femmes/filles ont été affectées différemment des hommes : on trouve dans les quartiers populaires un grand nombre de travailleuses des métiers dits "essentiels (obligées de se déplacer)", une surreprésentation des mères isolées (forcées parfois de laisser leurs enfants seuls pour aller travailler), des sans-papiers (fragilisées par des retards administratifs) ou encore des primo-arrivantes (confrontées à des consignes barrières pas toujours très claires, ou à l'accompagnement scolaire de leurs enfants dans une langue non-maîtrisée). Seules ou en couple, les femmes des quartiers populaires vivent dans des ménages aux revenus modestes fortement affectés par la crise : tandis que les frais ont augmenté (par exemple, plus de cantine scolaire subventionnée), les revenus ont baissé (leur chômage partiel et/ou celui de leur compagnon). Pour celles qui ont un travail indépendant ou informel (non-déclaré/non-protégé), la perte de revenu est quasi-totale.

Le suivi pédagogique des enfants a été plus compliqué pour les femmes des quartiers, dans logements souvent trop petits et un moindre accès à l'équipement informatique [illectronisme]. La prise en charge de la santé de la famille [dont s'occupent majoritairement les femmes, dans les quartiers comme ailleurs] a pâti de la réquisition du personnel médical de proximité au profit des hôpitaux et unités Covid. Les femmes parlent de la hausse du travail domestique : dans les quartiers comme ailleurs, la répartition des tâches domestiques ne semble pas avoir évolué pendant la crise. Les femmes se disent épuisées et stressées. Les violences conjugales ne semblent pas avoir été pires qu'ailleurs ... Les publications évoquent aussi la mobilisation des femmes [elles sont 80% des bénévoles] pour la fabrication des masques ou le soutien aux familles les plus démunies [préparation et gestion de repas par exemple]. Pendant le confinement, elles contribuent fortement à la résilience des quartiers. Ce sont surtout les médias et plateforme féministes qui posent la question de la valorisation sociale et économique du travail bénévole des femmes et leur place dans la gouvernance locale de "l'après".

Deuxième temps : témoignages du terrain



Après ce premier tour de diagnostic, la parole est à la quarantaine de personnes présentes, pour des constats d'abord. Les récits vont dans le même sens que les publications : La crise n'a fait qu'amplifier des déséquilibres et inégalités qui existaient déjà. Le confinement a pesé lourd notamment sur le quotidien des femmes : leur budget, leur santé, leur charge de travail domestique, leur mental ... Pour faire face, elles se sont surinvesties, de gré ou de force. A Orléans, Pleyades (quartier de la Source) fait partie des petites associations très présentes pendant le confinement, quand beaucoup d'institutions étaient - et restent - peu joignables sur le terrain. Elle confirme une forte mobilisation des femmes [90% du public pendant le Covid-19] traversant des situations financières délicates et faisant face à des apprentissages scolaires compliqués, malgré l'implication¹ des professeur·es des écoles. Elle mentionne des femmes épuisées par les démarches [administratives, financières ...], des états psychologiques fragiles.

Autre constat : les "grosses" structures dédiées à la défense des droits des femmes se sont vite confinées. Ce sont les plus petites associations de proximité qui sont restées en première ligne [dans l'Hérault par exemple]. Localement des personnes [parfois des élu·es] ont assuré des relais de base, se confrontant parfois pour la première fois aux questions d'égalité ou de violences. Les mobilisations collectives pour faire face au manque de ressources existaient déjà dans les quartiers populaires : elles ont augmenté avec la crise. A St Pierre-des-corps [Indre et Loire], une association de femmes issues des migrations a développé de nouvelles actions [masques, accompagnements à des RV médicaux, aide alimentaire, préparation de colis...]. Les femmes, même affectées par la crise, ont continué un travail autour de "pratiques de subsistance" très liées à leur assignation de genre en tant que mères. Sur un groupe Whatsapp [créé avant le Covid-19], elles ont gardé le lien et entretenu leur réseau d'entraide, de soutien moral.

Puis la discussion se porte sur les mesures qui ont été prises dans les quartiers pour atténuer les effets négatifs de la crise et soutenir les femmes dans leurs différents rôles, et les bonnes pratiques à en tirer.

1 Selon les témoignages, certaines préfectures ont suspendu le traitement des dossiers, d'autres non.

Les réponses des institutions et associations touchent à la gestion du quotidien : “on a vu que les femmes étaient épuisées et avaient besoin de groupes de parole pour parler d’un tas de choses, parfois très intimes” (CSCJ de Soyaux, Charente). Il faudrait faire perdurer ces groupes qui répondent à une demande, avant et après la crise. Les exigences de la continuité pédagogique, l’administratif dématérialisé ou simplement le respect des consignes (impression des autorisations de sortie) ont mis en évidence le faible accès des familles, notamment des femmes, au numérique (appareils et compétences). Des ateliers numériques se sont mis en place (Soyaux, Charente), c’est une autre bonne pratique à développer. Ils sont ouverts à tous, mais ce sont surtout les femmes qui viennent pour apprendre à gérer le quotidien. Les hommes savent déjà faire, ou bien ils ne gèrent pas le quotidien ? Faut-il s’interroger sur la signification de leur absence ?

Les réponses portent aussi beaucoup sur les violences. Dans l’Hérault, les mesures d’éloignement du conjoint, peu appliquée avant le confinement a plus systématiquement appliquée et accompagnée d’une réponse rapide et sévère pendant le confinement (ça n’a pas été le cas dans tous les départements). C’est une bonne pratique à généraliser. Dans ce département, la DDFE a décliné les recommandations du niveau national pour prévenir les violences conjugales. Elle a aussi travaillé avec les commerces pour lancer - à leur frais - une campagne de communication grand public : affichage dans les commerces, numéros d’urgence sur tickets de caisse etc. La démarche, mise en place en 15 jours, a permis de doubler le nombre d’appels au 3919, le téléphone dédié aux violences. Un comité d’aide aux victimes se mettra en place pendant l’été, pour partir sur des actions ensuite.

Selon la DDFE d’Indre et Loire, la gendarmerie répertorie les violences lors des déplacements sans différencier entre conflits de couple et violences conjugales. Une étude au cas-par-cas montre qu’il y a eu plus d’interventions (dans les immeubles, les cloisons sont minces, le voisinage entend et appelle) mais pas plus pour les violences conjugales, voire une baisse. Celle-ci peut s’expliquer par le fait que les femmes ont hésité à dénoncer l’homme avec lequel elles devaient être confinées ensuite. En revanche, les violences ont été plus graves. L’application de la procédure de justice qui demande une comparution immédiate a été parfois ralentie par la crise : dans des logements exigus, la co-habitation avec un conjoint violent a pu avoir des conséquences encore plus graves que d’habitude. Comme dans les centres-villes, des femmes rapportent que le harcèlement de rue est “pire qu’avant”, comme si les hommes n’avaient pas eu “leur dose” pendant le confinement.

Au Centre Social du CAJ du quartier Bel Air-La Grand Font (Angoulême), la personne en charge de l’égalité femmes-hommes et médiatrice sur les violences s’est associée à la distribution hebdomadaire de colis alimentaires (épicerie sociale) pour aller à la rencontre des femmes victimes de violences conjugales, ainsi que de leurs compagnons/conjoints. Cela a facilité une proximité entre les professionnel·les et les femmes touchées. Dans le quartier, le Centre a affiché les numéros locaux à contacter et a glissé une enveloppe avec tous les numéros utiles dans chaque colis alimentaire. Au déconfinement, des ateliers ont été organisés pour discuter de l’égalité avec les femmes lors des files d’attente pour la distribution “normale” des colis alimentaires. Toute cette démarche a jeté les bases d’un réseau de femmes victimes de violences, qui doit être renforcé et pérennisé.

De nouveaux sujets ont émergé. A Echirolles (Grenoble Métropole) par exemple, cette période a permis de faire de la précarité menstruelle un sujet important dans la ville. Sur les points de distribution alimentaire, la Maison des Femmes s'est rendue compte que les femmes étaient très intéressées par les protections périodiques. Plusieurs collectivités de la métropole, avec des associations [Règles élémentaires] qui collecte des dons solidaires et a acheminé des colis aux collectivités, qui les ont rendus disponibles dans les points de distribution alimentaire. 20 000 protections périodiques ont ainsi été distribuées à Echirolles en deux semaines. Les points de distribution alimentaire ferment avec le déconfinement, mais les autres associations continuent la collecte. Une réflexion est en cours pour continuer à travailler sur la précarité menstruelle pendant l'été.



Troisième temps : des pistes pour agir

Cette dernière partie des échanges est tournée vers le futur. Que fait-on des inégalités femmes-hommes rendues plus visibles par cette période de crise sanitaire ? Comment capitaliser les expériences et expertises mises en évidence par la crise ? Comment poursuivre le travail sur la place des femmes dans l'espace public, travailler la co-parentalité, partager la charge domestique et mentale ? Comment valoriser les apports, expériences et expertises des femmes après la crise ? La crise peut-elle être un levier pour des stratégies plus efficaces pour l'égalité femmes-hommes ?

L'été d'après

Les associations seront présentes cet été, mais s'inquiètent du peu de relai de l'Etat, y compris sur l'égalité femmes-hommes. Ce sont surtout des actions à destination des enfants qui sont prévues cet été. L'état débloque des fonds surtout pour des actions pour occuper "les jeunes", leur permettre de sortir du quartier, se remettre au travail. Les filles en bénéficieront-elles équitablement ? Même dans l'urgence, il faut veiller à associer les DDFE aux montages des actions, et ce n'est pas toujours le cas. Pendant et juste après le confinement, les actions destinées aux jeunes sont importantes. Cependant, la crise a montré l'importance de soutenir aussi la parentalité [les familles ont peu remis les enfants à l'école après le déconfinement]. Les actions de l'été proposent des prestations aux familles, avec un risque : cibler les femmes en tant que "maman". Si elle se fait aux dépens d'un appui à leur rôle économique, au partage des tâches dans la sphère domestique, à la lutte contre les fondements patriarcaux des violences conjugales et à la participation des femmes à la gouvernance de la crise, cette entrée "maman" ne produit pas d'égalité. Pire, elle renforce des stéréotypes et ne permet pas de "revoir tout le système du genre".

Après l'été

Pour un membre de la Fédération des Oeuvres Laïques (FOL36), les réponses estivales dans l'urgence n'innovent pas et peuvent renforcer des stéréotypes : des actions "classiques" dans lesquelles intégrer les filles. Or, il faut penser l'égalité sur le temps long et très amont, détricoter les stéréotypes chez les enfants le plus tôt possible, mais aussi chez les professionnel·les (y compris les femmes) : travailler sur les postures au quotidien, agir sur les contenus des formations (BPJEP, enseignant·es, etc.). Même son de cloche du côté du Conseil Citoyen à Blois : L'égalité commence par l'éducation et à la maison.

Si on continue “la vaisselle pour les filles” et “le ballon pour les garçons”, les visions ne seront jamais les mêmes. Il faut changer les mentalités à la base. La Maison de l'égalité [Grenoble] confirme : elle a comme priorité la sensibilisation des professionnel·les et des plus jeunes. Le centre de ressources met à disposition des acteurs locaux des ressources pour les animateurs pour qu'ils puissent sensibiliser, faire des jeux ...

Un des projets est de passer la sensibilisation à travers des actions culturelles et sportives, pour toucher par exemple les professionnel·les du sport. Pour la Chargée de mission égalité femmes-hommes de la métropole Aix-Marseille Provence, le constat est que la crise a bel et bien exacerbé les inégalités parce que l'égalité femmes-hommes n'a pas été prise en compte avant. L'action de la métropole est d'insister sur l'égalité femmes-hommes dès le début dans toutes les politiques publiques, notamment là où les professionnel·les ne sont pas à l'aise avec cette approche : développement économique, emploi, aménagement urbain ... “Dans notre territoire pendant le Covid-19, beaucoup de femmes se sont mobilisées, remarquablement. Nous devons apprendre de cette crise”.

Le Conseil Citoyen de Blois [Loir-et-Cher] souhaite approfondir sa connaissance de la vie des femmes dans les quartiers pendant le confinement. A Soyaux [Charentes] par exemple, des parents encouragent leur fille à s'orienter vers des filières professionnelles pour qu'elles trouvent rapidement un emploi. La crise risque-t-elle d'aggraver une tendance déjà remarquée : l'orientation des filles des quartiers est souvent stéréotypée [vers les métiers du “care”] même pour les filles à fort potentiel. La mobilité est un enjeu [la fille doit rester proche du cocon familial]. Un travail de réflexion est en cours avec l'éducation nationale, dont il faut encore savoir évaluer l'impact.

L'après-Covid peut ouvrir des portes. Une DDFE appelle cependant à la prudence : l'affichage collectif en faveur de l'égalité des sexes est un trompe l'oeil. Personne n'est contre, mais il y a une forme d'auto-persuasion. Quand ils en parlent, qu'ils cochent la case, qu'ils communiquent dessus, les gens ont l'impression d'agir. Mais concrètement ? La DDFE organise des conférences, des séminaires, des formations sur les budgets genrés depuis plusieurs années déjà ... la force d'inertie des politiques publiques est puissante et les moyens toujours trop limités.

La séparation et la hiérarchisation des discriminations et inégalités est un autre obstacle. Le racisme par exemple, est considéré plus urgent que le sexisme. Les solutions identifiées par les femmes des quartiers elles-mêmes remportent trop peu d'attention. Pour articuler tous ces enjeux, il faut intensifier le travail en réseau et les alliances stratégiques, réfléchir et agir dans une approche intersectionnelle et non différentielle, voire concurrentielle, des discriminations et inégalités. Enfin, l'idée que travailler pour l'égalité femmes-hommes c'est travailler contre les hommes, subsiste. Il est urgent de faire entendre et comprendre que l'égalité femmes-hommes stimule un faisceau de bénéfices par répercussion, pour toutes et tous.



Conclusion

Les acteurs locaux [institutions comme associations] manquent de données. Trop peu de recherches éclairent l'égalité femmes-hommes dans les quartiers. En relation avec le Covid, l'Etat et les collectivités doivent dégager des budgets pour faire des études, y compris des diagnostics participatifs et de la recherche-action. Tout acteur en contact direct avec les habitant-es peut devenir une personne ressource pour autant qu'il ou elle soit formé-e [par exemple les commerces dans la lutte contre les violences]. Des stratégies de formation doivent permettre d'aider les acteurs de proximité à monter en compétence sur ce sujet, pour intégrer cette dimension dans leur travail quotidien. L'égalité femmes-hommes ne se solutionne pas avec des petits projets, des micro crédits, des mini-budgets ou des actions de rattrapage. L'Etat, les communes et EPCI doivent réfléchir sur la portée et la durée des projets visant l'égalité femmes-hommes, développer de vraies stratégies, s'engager politiquement et dégager des budgets appropriés pour faire évoluer l'écosystème. La crise sanitaire créée par le Covid-19 peut être un accélérateur pour la mise en place des BIE [budgets intégrant l'égalité femmes-hommes] dans les Contrats de ville.

L'égalité femmes-hommes est un thème déjà travaillé par Villes au Carré qui entend bien relancer dès que possible la dynamique ralentie par la pandémie, et de le partager au sein du Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville. Pour aller plus loin : lire le [FOCUS#1](#) sur l'égalité dans les quartiers et le [FOCUS#4](#) sur les budgets-genre publiés par Villes au Carré, en co-rédaction avec Claudy Vouhé.

